

Monsieur le Directeur académique,

Alors que l'ensemble des représentants des personnels avait demandé une modification de date pour ce CTSD, celui-ci se tient tout de même aujourd'hui, le lendemain d'un retour de vacances. Comment assurer convenablement notre travail d'accompagnement des collègues sur des questions d'effectifs qui sont essentielles pour le bon fonctionnement des écoles ? Décidément, le mépris du Ministre envers les enseignants se duplique facilement envers leurs représentants aux échelons inférieurs.

Si la dotation de 15 postes pour notre département satisfait certains, elle ne permettra pas d'améliorer le taux d'encadrement des élèves et de répondre aux commandes ministérielles. Et oui, nous sommes encore dans un tour de passe-passe et de communication de notre Ministre !

Est-il incongru de rappeler que le nombre d'élèves par classe en France est supérieur à la moyenne des pays de l'OCDE ?

En effet, nous ne pourrions pas parler de classe dédoublée pour les Grandes sections en REP+ avec des effectifs de 18 voire 19 élèves par classe. Ou comment ne pas respecter totalement une commande ministérielle, sous peine de devoir trop fermer de postes ?

Des dispositifs comme « Plus de maîtres que de classes » ont été supprimés au profit des dédoublements au cycle 2 en éducation prioritaire laissant le cycle 3 de côté et un surchargé. La scolarisation des moins de 3 ans est tombée dans l'oubli, les expérimentations pour supprimer la politique nationale d'éducation prioritaire sont lancées dans plusieurs académies. Cette politique éducative renforce les inégalités et projette une transformation du métier inquiétante reposant sur un accroissement du contrôle hiérarchique et une remise en cause de l'autonomie des enseignants qui doivent restés des professionnels, concepteurs de leur métier. Une méthode de lecture officielle est même en train de voir le jour, du jamais vu dans l'Education Nationale !

Alors que l'année 2020 a été des plus chaotiques pour la continuité scolaire, il est urgent de donner à l'école les moyens de fonctionner à plein. Le SNUipp, avec la FSU, poursuit sa campagne pour réclamer un #plandurgencepourlécole.

Par ailleurs la crise sanitaire se poursuit : les protocoles sanitaires se succèdent sans lisibilité. Le dernier en date consiste en un allègement des contraintes alors que les variants circulent davantage sur le territoire. Le ministre est plus préoccupé par sa communication que par le fonctionnement des établissements. Les insuffisances et le déni de réalité semblent s'être imposés comme mode de gestion au ministère.

Heureusement, sur le terrain, les personnels tiennent la barre. Leur conscience professionnelle et leur investissement sans faille doivent être salués. Sans moyens supplémentaires, sans boussole ministérielle, ils se débrouillent, ils bricolent pour assurer la sécurité des élèves et la qualité du service public.

Le SNUipp dénonce l'absence de politique sanitaire globale : à quand la généralisation de tests assurés par des professionnels de santé ? A quand une vaccination de tous les personnels volontaires, d'une profession confrontée quotidiennement à des risques

de contaminations ? A quand des recrutements sur liste complémentaire permettant le remplacement des enseignants absents et évitant le brassage des élèves répartis dans les autres classes ? A quand la fourniture de masques chirurgicaux à tous les élèves ? A quand la généralisation de détecteurs de CO2 dans toutes les classes ?

Le SNUipp, avec la FSU et la FCPE entre autres réclament une stratégie globale de lutte contre le covid 19 et de prévention en milieu scolaire.

Monsieur le Dasen, il y a urgence !